



Patriotismes de communauté et tartufferies en tous genres

DANS UN ARTICLE PARU L'ANNÉE DERNIÈRE, Elizabeth Picard soulignait combien Camille Chamoun, Pierre Gemayel, Kamal Joumblatt ou Rachid Karamé auraient été surpris s'ils avaient entendu les proclamations d'identité confessionnelle qui sont légion dans le Liban d'aujourd'hui. Et de fait, le patriotisme de communauté, comme l'appelle Maxime Rodinson, connaît une exacerbation encore plus poussée qu'elle ne l'était à la veille de la guerre. À preuve, les régulières et purement rhétoriques dénonciations de la *mazhabiyya* qui, en l'occurrence, ne désignent que les tiraillements sunnites-chiites, lesquels forment la toile de fond des relations Hariri-Berry et, l'année dernière, ont failli dégénérer durant le mois de Ramadan, sans parler des angoisses druzes à l'égard d'une expansion démographique chiite dans la Montagne, angoisses qui ne sont pas étrangères au pari de Walid Joumblatt sur le retour des déplacés chrétiens, si lent soit-il.

Pour autant, le clivage plus générique chrétiens/musulmans ne s'est pas estompé. Sous les dehors d'un dialogue intermittent mais toujours suave entre les hiérarchies religieuses, il subsiste une défiance inavouée, et davantage peut-être du côté chrétien que du côté musulman. Le désarroi maronite, en particulier, continue d'alimenter une suspicion à l'égard des institutions. Un peu comme si les maronites ne se reconnaissaient plus dans ce pays au moment où les musulmans s'y sentent enfin vraiment chez eux.

Il est vrai que rien n'est fait, du côté des représentants politiques des communautés musulmanes pour résorber ce désarroi. Si le projet Hariri reste conforme à l'image fantasmée que l'idéologie chrétienne se donnait du Liban avant guerre, son ampleur même inquiète les plus frileux, prompts à se saisir du spectre d'une «islamisation de la terre», thème passablement fantaisiste quand on sait que l'Église maronite reste l'un des premiers propriétaires fonciers au Liban. Les attermoissements du gouvernement dans la mise en oeuvre du retour des déplacés n'arrangent pas les choses. Mais c'est surtout l'antienne de la déconfessionnalisation politique, régulièrement mise en avant par Nabih Berry, qui fait figure d'épouvantail.

En la matière, les arrière-pensées tiennent lieu de politique. Des deux côtés. Qui dit déconfessionnalisation politique pense majorité politique confessionnelle, différentiel de démographie oblige. Or, il se trouve que



le confessionnalisme reste un vran problème, ne serait-ce que parce qu'il offre le terreau le plus favorable au clientélisme. Comment en sortir sans susciter davantage de tensions?

La question reste ouverte et elle ne doit surtout pas être abandonnée aux patriotes des communautés. A cet égard, la revendication récurrente d'un régime civil facultatif de statut personnel, pour salubre que puisse être son institution, reste trop souvent un argument de polémique ou de tactique destiné à neutraliser le thème de la déconfessionnalisation politique. Le dernier à en avoir fait usage est le chef de l'État dans sa longue interview télévisée du 24 novembre.

Entre ces deux extrêmes, certains proposent de commencer par la déconfessionnalisation de l'appareil d'État et de l'administration, tout en confiant aux tribunaux civils la juridiction en matière de statut personnel, mais conformément à la loi qui régit les justiciables dans leur propre communauté.

En attendant, il faut quand même essayer de construire un pays. En l'absence de vision chez les responsables en place, quelle culture politique pourrait-elle le cimenter? Ces derniers mois, on a pu noter du côté chiite une tentative de création d'un nouveau mythe fondateur autour de Cana, à l'image – réduite, certes, mais les mythes ne sont pas quantifiables – de ce qu'a pu être la grande famine dans l'imaginaire maronite. Mais les excès de rhétorique qui s'attachent à la question du Sud et les mensonges qui tissent le discours officiel à son égard finissent par tout démystifier, même le martyre d'enfants innocents.

Le plus grave, finalement, dans la question confessionnelle aujourd'hui, c'est qu'elle dépend des relations libano-syriennes bien plus que de l'économie interne des rapports interlibanais. C'est dire si elle débouche automatiquement, dans l'esprit de nombreux chrétiens, sur la question de l'Entité libanaise et de son identité. Aussi est-ce par cela qu'une politique responsable commencerait. Mais que faire, quand la politique fait autant défaut que la responsabilité?

Samir Kassir



Id-Reference	96-Pr-000823
Media (Support)	HC
Title	Patriotismes de communauté et tartufferies en tous genres
Subtitle	
Section	Les trois fléaux, «La détresse des choses ingouvernées»
Language	Français
Source	L'Orient-Express
Page	19
Date	No 13, Décembre 1996
Author	Samir Kassir (S.K.)
Co-Author	
Keywords	
Persons	Elizabeth.Picard – Camille.Chamoun – Pierre.Gemayel – Kamal.Joumblatt – Rachid.Karamé – Maxim.Rodinson – Walid.Joumblatt – Rafic.Hariri – Nabih.Berry
Locations	Liban – Montagne - Cana
Dates	
Themes	Liban – identité.confessionnelle – patriotisme.communauté – guerre.libanaise – mazhabiyya – tiraillements.sunnites.chiites – relations.Hariri.Berry – expansion.démographique.chiite – druzes – déplacés.chrétiens – clivage.chrétiens.musulmans – hiérarchies.religieuses – maronites – musulmans – communautés.musulmans – projet.Hariri – idéologie.chrétienne – politique.libanaise – avant.guerre – islamisation.Terre – Eglise.maronite – déconfessionnalisation.politique – politique.confessionnelle – confessionnalisme – régime.civil – Elias.Hraoui – juridiction – culture.politique – Cana – question.Sud – question.confessionnelle – relations.libano.syriennes
Subject	



L'ORIENT-EXPRESS
Décembre 1996